



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
– CCP –
ACCORD-CADRE RELATIONS PRESSE A DESTINATION DE L'ANCT**

Accord-cadre passé en application des articles L.2125-1, R.2162-2, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

ACHETEUR

Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT)

20 avenue de Ségur,
TSA 10717 -75334 PARIS Cedex 07

Représentée par Monsieur Yves LE BRETON, Directeur général

www.cget.gouv.fr

Conformément à la loi n°94-665 du 4 août 1994, tous les documents liés à ce marché utiliseront la langue française. Tous documents rédigés en langue autre doivent faire l'objet d'une traduction fidèle en langue française.

Table des matières

PREAMBULE

CONTEXTE

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 3 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 4 - PROCEDURE, FORME DE L'ACCORD-CADRE ET FORME DES NOTIFICATIONS ...	6
4.1 Procédure et forme	6
4.3 Forme des notifications	6
4.4 Prestations similaires	7
4.5 Clause de réexamen – modification de l'accord-cadre	7
4.6 Prestations supplémentaires	7
4.7 Prestations ponctuelles sur devis	7
ARTICLE 5 - MISSIONS DU SERVICE DE LA COMMUNICATION ET DES PRESTATIONS ATTENDUES	7
5.2 Présentation des prestations attendues	8
ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	12
6.1 Réunion de lancement	12
6.2 Responsable du suivi du marché	12
6.4 L'équipe du titulaire	12
ARTICLE 7 – BONS DE COMMANDE	13
7.1 Bons de commande sur prix BPU	13
7.2 Bons de commande hors prix BPU	14
ARTICLE 8 – PRIX, AVANCE ET REVISION DES PRIX	14
8.3 Avance	15
8.4 Révision des Prix	15
ARTICLE 9 – MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENTS	15
9.1 Modalités de facturation	15
9.2 Intérêts moratoires	16
9.3 Modalités de paiement des bons de commande	16
9.4 Nantissement ou cession de créances	17
9.5 Sous-traitance	17
ARTICLE 10 – ASSURANCE	17
ARTICLE 11 – CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE	17
11.1 .E-Attestations : dépôt obligatoire	18
ARTICLE 12 – OBLIGATION DE RESULTAT, QUALITE DE SERVICE, ENGAGEMENT DES PARTIES	18
12.1 Obligation de résultat et qualité de service	18
12.2 Engagement du Pouvoir adjudicateur	18
12.3 Obligation de conseil et de mise en garde	18
ARTICLE 13 – PENALITES	18

ARTICLE 14 – DEVOIR DE DISCRETION ET DE CONFIDENTIALITE	19
ARTICLE 15 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	19
La cession des droits sur les résultats est donc soumise à l'option B du CCAG-PI.	20
16.1 Régime des droits de propriété intellectuelle portant sur les résultats.....	20
ARTICLE 17 – FORCE MAJEURE, RESILIATION ET REGLEMENT DES LITIGES	22
17.1 Force majeure.....	22
17.2 Résiliation	22
L'accord-cadre pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre VII du C.C.A.G/PI.	22
17.3 Règlement des litiges.....	22
ARTICLE 18 – DEROGATIONS AU CCAG-PI.....	23

1- PREAMBULE

L'Agence nationale de la cohésion des territoires est mise en place le 1er janvier 2020.

Née de la fusion du Commissariat général à l'égalité des territoires, d'Epareca et de l'Agence du numérique, est un nouveau partenaire pour les collectivités locales. Elle marque une transformation profonde de l'action de l'État : une action désormais plus en lien avec les collectivités territoriales pour faire réussir leurs projets de territoires.

L'Agence nationale de la cohésion des territoires assure d'abord un rôle de « fabrique à projets » pour permettre aux collectivités de mener à bien leurs projets.

- ✓ Concrétiser les projets de territoire

L'Agence nationale de la cohésion des territoires facilite l'accès des collectivités locales aux ressources nécessaires pour concrétiser leurs projets : ingénierie technique et financière, partenariats, subventions...

- ✓ S'adapter au plus près des besoins

L'Agence nationale de la cohésion des territoires prend en compte les différences entre les territoires et adapte son action à leurs besoins.

- ✓ Faire face aux nouveaux défis

Transitions numérique, écologique, démographique..., l'Agence nationale de la cohésion des territoires développe des programmes d'appui innovants pour répondre, en lien avec les élus, aux nouveaux enjeux et renforcer la cohésion des territoires.

Elle facilite la mise en œuvre des projets de territoire, mais elle peut aussi répondre à des besoins plus spécifiques.

Les projets de territoire

- Revitalisation des centres villes
- Redynamisation du tissu industriel
- Renforcement de l'accès à l'emploi, aux soins et aux services au public
- Attractivité économique
- Couverture numérique du territoire (fixe et mobile)

Les besoins spécifiques

- Renforcer et élargir l'offre de santé des territoires
- Rénover les écoles
- Mettre en place des modes de transport doux et alternatifs
- Déployer la wifi gratuite dans les espaces publics

- ✓ Son mode d'intervention

L'Agence accompagne la définition d'un projet de territoire en associant l'ensemble des partenaires locaux.

- L'Agence propose du soutien en ingénierie de projet : mise à disposition d'experts de haut niveau pour faciliter la définition et la réalisation des projets locaux.
- L'Agence appuie les collectivités locales pour les aider à faire émerger et à piloter leurs projets par le biais des Fabriques prospectives.
- L'Agence propose de l'assistance à maîtrise d'ouvrage publique (montage, instruction, financement de projets...), la maîtrise d'ouvrage et la gestion d'actifs immobiliers, et capitalise les bonnes pratiques.
- L'Agence définit et pilote des programmes d'appui nationaux.

CONTEXTE

Dans le cadre de son développement en communication, il est nécessaire de renforcer sa capacité d'intervention auprès des médias. L'Agence nationale de la cohésion des territoires doit mettre en place un plan de proximité et d'interactions avec la presse afin de véhiculer et expliquer les actions de l'Agence de la cohésion des territoires.

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet l'accompagnement et la mise en place d'une stratégie de relations presse dans le cadre de la promotion de l'ANCT et de ses actions.

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, sont :

- L'Acte d'Engagement (ATTRI1)
- Le Bordereau des Prix Unitaires, annexe de l'ATTRI1
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-PI) – approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009,
- Le cadre de réponse valant offre du titulaire

Les exemplaires originaux des pièces susvisées, conservés par le Pouvoir adjudicateur, font foi en cas de litige.

ARTICLE 3 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

La durée du présent accord-cadre est de douze (12) mois à compter de sa date de notification au titulaire.

Le présent accord-cadre est reconductible tacitement trois fois pour une durée de 12 mois. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction tacite.

En cas de décision de non-reconduction tacite, le Pouvoir adjudicateur notifie au titulaire cette décision par lettre recommandée avec accusé de réception deux (2) mois avant la date d'échéance.

ARTICLE 4 - PROCEDURE, FORME DE L'ACCORD-CADRE ET FORME DES NOTIFICATIONS

4.1 Procédure et forme

Le présent contrat est un accord-cadre de service soumis au code de la commande publique et conclu selon une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles L.2124-1 et L.2124-2, R.2124-1 et R.2124-2 et R.2162-3 al 2.

Cet accord-cadre est conclu avec un montant maximum de 100 000 € HT par an conformément à l'article R.2162-4 du code de la commande publique.

4.3 Forme des notifications

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai est faite selon les cas :

- directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié contre récépissé (remise en main propre) ;
- par courrier (lettre recommandée avec accusé de réception) ;

- par échanges dématérialisés, transmission électronique (notamment mail, télécopie, moyen électronique) ou sur supports électroniques. Les modes de transmission utilisés doivent permettre de donner une date certaine de réception ;
- par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

4.4 Prestations similaires

Conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique, l'ANCT se réserve la possibilité de conclure un marché ou un accord-cadre passé sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent accord-cadre (marché initial).

4.5 Clause de réexamen – modification de l'accord-cadre

Conformément aux articles L.2194-1 et R.2194-1 du code de la commande publique, l'ANCT se réserve la possibilité de modifier : les annexes BPU en ajoutant des UO ou en supprimant, la clause de révision des prix ou encore la clause sur les modalités de facturation et de paiement.

4.6 Prestations supplémentaires

Conformément aux articles L.2194-1 et R.2194-2 à R.2194-4 du code de la commande publique, le présent accord-cadre peut être modifié par le Pouvoir adjudicateur, lorsque des services supplémentaires, quel que soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le présent accord-cadre.

4.7 Prestations ponctuelles sur devis

En fonction des besoins, le Pouvoir adjudicateur peut demander au titulaire la réalisation de prestations ponctuelles, après que le titulaire ait établi un devis basé sur les prix indiqués dans le BPU. Ces prestations s'exécutent sur bons de commande après acceptation du devis par le Pouvoir adjudicateur, avec confirmation des délais de réalisation.

ARTICLE 5 - MISSIONS DU SERVICE DE LA COMMUNICATION ET DES PRESTATIONS ATTENDUES

5.1 Missions du service de l'ANCT

- Afficher et affirmer le positionnement de l'ANCT
- Diffuser et valoriser les travaux de l'ANCT (études, analyses, guides référentiels, guides méthodologiques, rapports, cartographies, photographies, recommandations...)
- Promouvoir les actions engagées sur le terrain de l'ANCT et celles avec le soutien de l'ANCT
- Relater l'actualité institutionnelle et législative (dispositifs, lois, décrets...) relative à ses champs de compétences
- Assister et relayer la communication ministérielle auprès de laquelle l'ANCT est mis à disposition (notamment le ministère de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales).

5.2 Les actions de l'ANCT

- présence sur le web via :
 - du site Internet www.cget.gouv.fr
 - rédaction et diffusion de lettres électroniques

- Publication d'ouvrages de différentes nature : rapports, études scientifiques, analyses statistiques, guides référentiels, guides méthodologiques, beaux livres...
- Utilisation et diffusion :
 - * de plaquettes, brochures, dépliants,
 - * de panneaux,
 - * d'affiches,
 - * d'infographies,
 - * de films
 - * de webdocs,
 - * de dossiers de presse,
 - * de communiqués de presse
- Présence sur les réseaux sociaux (notamment Twitter avec @ANCTerritoires, facebook.com, youtube, LinkedIn.
- Organisation et animation d'événements (expositions, consultations, colloques...)
- Participation à des salons ou événements professionnels.

5.3 Les objectifs des évènements de l'ANCT

Les objectifs de ces évènements sont notamment :

- faire connaître les actions de l'ANCT ou de ses partenaires
- mettre en valeur les échanges de bonnes pratiques
- mobiliser les acteurs internes et externes sur un programme
- mobiliser le grand public autour de thématiques

Les évènements visent un très large panel de public :

- personnalités du monde politique et économique
- des professionnels des domaines de compétences de l'ANCT ou de ses partenaires
- de représentants d'organisation de collectivités territoriales
- de parlementaires ou d'élus locaux
- de représentants des organisations professionnelles ou associatives
- d'usagers, grand public
- d'agents,
- de partenaires...

Le titulaire respecte les clauses environnementales de développement durable pour l'exécution de cet accord-cadre.

5.4 Présentation des prestations attendues

Le titulaire doit être en capacité de produire des recommandations stratégiques en communication avec les médias ;

A partir des éléments d'information et de documents fournis par l'ANCT, le titulaire assure la préparation et l'organisation des éventuels points/conférences de presse.

A l'issue de chaque action de communication, le titulaire réalise une note de synthèse tant quantitative que qualitative permettant d'analyser les retombées médias de ces actions.

Les communiqués et dossiers de presse sont transmis à l'ANCT sous forme de fichiers Word. Ils sont ensuite adaptés par le titulaire à la charte graphique de l'entité.

Avant toute diffusion de documents par le titulaire, ceux-ci seront soumis à une procédure de validation dont le titulaire sera informé.

5.4.1 - Description des unités d'œuvre

- **UO 1 : Conseil stratégique en communication avec la presse**

Le titulaire doit être en capacité de produire une note élaborée de recommandations stratégiques en communication avec la presse :

- Identification des porte-paroles et des relais,
- Partenariat médias hors échange marchand,
- Les éléments de langage,
- Le briefing des porte-paroles,
- l'identification des angles d'attaque,
- les relations avec les nouveaux médias.

- **UO 2 : Organisation d'un point presse**

Le titulaire doit effectuer les prestations suivantes :

- préparation des prises de paroles des intervenants,
- établissement un programme,
- identification des journalistes,
- envoi des invitations
- envoi d'un communiqué de presse,
- relance en vue d'obtenir des retombées presse ou l'obtention de rendez-vous avec les journalistes s'étant montrés intéressés pour assister au point de presse mais n'ayant pas pu se déplacer,
- présence de l'agence sur place

- **UO 3 : Organisation d'un rendez-vous avec un journaliste et un expert de l'entité**

Le titulaire doit effectuer les prestations suivantes :

- Identification le sujet,
- prise de contact avec le journaliste et l'expert de l'entité,
- organisation du rendez-vous,
- présence de l'agence au rendez-vous,
- remise d'un dossier de presse et d'un communiqué de presse,
- suivi auprès du journaliste jusqu'à parution de l'article ou du sujet radio/tv.

- **UO 4 : Organisation d'un voyage de presse (hors frais de transport, d'hôtel et de bouche) en France métropolitaine ou dans les DOM :**

Le titulaire doit effectuer les prestations suivantes :

- Définition de l'objectif,
- établissement du programme (parcours, personnalités à rencontrer sur place...),
- identification des journalistes,
- envoi de l'invitation,
- relances,
- envoi des modalités pratiques aux participants,
- présence de l'agence durant le voyage de presse si nécessaire,
- suivi auprès des journalistes jusqu'à parution des articles ou des sujets radio/tv.
- constitution et mise en temps réel d'un fichier presse, partagé avec le service COM de l'ANCT

- **UO 5 : Rédaction d'un dossier de presse**

Le titulaire doit rédiger un dossier de presse à partir d'informations délivrées par l'ANCT/ou de plusieurs experts de l'entité et diffusion auprès de médias cibles.

- **UO 6 : Rédaction d'un communiqué de presse**

Sur la base d'éléments fournis par l'ANCT et/ou à partir d'informations délivrées par un ou plusieurs experts de l'entité et diffusion auprès de médias cibles, le titulaire doit rédiger un communiqué de presse

- **UO 7 : Réalisation d'éléments rédactionnels spécifiques**

Le titulaire doit rédiger des éléments de langage, une note de contexte (publi rédactionnels, tribunes...)

Le titulaire doit organiser une réunion

- **UO 8 : Elaboration d'une stratégie, d'un plan d'actions et d'un rétroplanning**

Pour cela, le titulaire doit effectuer ces prestations :

- définition des cibles (presse/influenceurs/réseaux sociaux) et constitution du fichier le plus opportun en matière de couverture par la presse audiovisuelle, écrite et web en France avec quelques suggestions pour la presse international,
- constitution d'une photothèque libre de droit au service des relations presse,
- envoi des communiqués et des dossiers de presse,
- organisation des interviews par la presse nationale écrite, audiovisuelle et web,
- réponse aux attentes et aux sollicitations des journalistes,
- suivi et relance par courriel et par téléphone des journalistes de la liste proposée;

- bilan qualitatif et quantitatif des relations presse.

Le titulaire doit organiser les réunions (ordre du jour, briefing, débriefing, animation de la réunion, compte-rendu...)

- **UO 9 : Organisation d'un évènement exceptionnel**

L'ANCT est présent dans les salons notamment le Congrès des maires, le Congrès de l'Union Sociale de l'Habitat etc....

Le titulaire, en cas d'évènements exceptionnels, pourra être sollicité par l'ANCT afin d'être chargé de l'assister dans la mise en place du plan de communication pour un évènement exceptionnel à la demande de celle-ci.

A chaque sollicitation, le titulaire établira un devis conforme aux tarifs journaliers du bordereau des prix unitaires, sur la base du document fourni par l'ANCT.

Cette prestation nécessitera une réunion de lancement permettant de fixer le cadre de fonctionnement et l'objectif précis de la prestation permettant d'assurer le succès de l'opération de communication

- **UO 10 : Développement sur les réseaux sociaux : préparation des tweet, posts**

Le titulaire est chargé de préparer et mettre en œuvre les différents « tweet », « messages » ou « posts » qui seront diffusés, après validation par l'ANCT, sur les différents réseaux sociaux.

- **UO 11 : Comitologie (bilan annuel)**

Sur sollicitation de l'ANCT, le titulaire devra également fournir un bilan de ses prestations. Ce bilan doit comporter les indicateurs de performances quantitatifs et qualitatifs adaptées à chaque prestation. Il est attendu du titulaire qu'il soit moteur dans la proposition des indicateurs de performance pour chacune des prestations réalisées dans le cadre du marché.

L'ANCT sollicitera la tenue d'un comité de pilotage au moins une fois par an. Le Titulaire devra établir le bilan annuel au plus tard 3 mois avant la date anniversaire du contrat ou avant la date tenue d'un COPIL communiqué par l'ANCT

- **UO 12 : Diffusion de la newsletter dans les médias autre que le site internet de l'ANCT**

L'ANCT diffuse deux fois par mois une newsletter. L'ANCT souhaite que sa newsletter obtienne un taux d'ouverture supérieur à 20%.

Le titulaire peut être chargé de la diffusion de cette newsletter dans les médias, sur les réseaux sociaux ou tout autre canal de diffusion choisi par l'ANCT.

5.4.2 – autres prestations

L'ANCT peut ponctuellement solliciter le titulaire pour effectuer d'autres prestations ou pour la tenue de réunion.

A chaque sollicitation, le Titulaire devra établir un devis conforme aux tarifs journaliers du bordereau des prix unitaires.

ARTICLE 6 – MODALITES D’EXECUTION DE L’ACCORD-CADRE

6.1 Réunion de lancement

Une réunion de lancement est organisée entre l’ANCT et le titulaire, dans les 15 jours à compter de la notification de l’accord-cadre. Lors de cette réunion sont établies les modalités précises de travail et de collaboration avec la Communication de l’ANCT notamment pour ajuster, avec le titulaire, les modalités opérationnelles de collaboration, d’échanges et de réalisation des prestations.

6.2 Responsable du suivi du marché

Le titulaire désigne un interlocuteur unique en charge de l’exécution de l’accord-cadre habilité à le représenter auprès de l’ANCT, ainsi que son remplaçant. Ce binôme d’interlocuteurs est mentionné dans l’offre du titulaire. Le titulaire s’engage à maintenir dans la mesure du possible le chef de projet et son remplaçant sur la période de référence de l’accord-cadre.

Le responsable de l’accord-cadre au sein de l’ANCT est le service de la Communication de l’ANCT, ou toute personne désignée par elle. La Communication de l’ANCT est la représentante du pouvoir adjudicateur chargée des relations avec le titulaire.

A ce titre, elle vérifie la conformité de l’exécution des prestations et la qualité des livrables remis par le titulaire.

6.3 Suivi et reporting

Au cours de sa mission, le titulaire devra rendre compte de façon mensuelle des différents dossiers en cours ou à développer et élaborer un point des contacts qu’il a pu établir avec les médias, ainsi qu’un point quantitatif et qualitatif des retombées obtenues. En cours d’exécution, cette réunion mensuelle peut évoluer vers des réunions bimensuelles voire hebdomadaires selon les besoins.

6.4 L’équipe du titulaire

Le titulaire prend les mesures nécessaires pour minimiser l’impact de toute modification de l’équipe dédiée et notamment pour que les éventuelles opérations de remplacement n’affectent en rien les délais de fourniture des livrables ni la qualité des prestations.

En cas de départ d’un intervenant du titulaire affecté à l’exécution des prestations, le titulaire prend à ses frais toutes les mesures permettant le remplacement de cet intervenant, dans des conditions garantissant la continuité des prestations et le respect par le titulaire de ses obligations contractuelles, sans pouvoir prétendre à ce titre à aucune majoration de prix ou compensation de quelque nature que ce soit. Le titulaire reconnaît que tout retard ou toute mauvaise exécution des prestations au regard du présent CCP faisant suite à un changement d’intervenant, constitue un manquement contractuel susceptible d’engager sa responsabilité.

6.5 Assistance et conseil

Les prestations demandées incluent une fonction d’assistance et de conseil auprès de l’ANCT ou, le cas échéant, pour la mise en œuvre des prestations conduites par des tiers pour le compte de l’ANCT.

6.6 Clause environnementale pour l'exécution des prestations l'ANCT

Soucieux de s'engager dans une démarche de développement durable, porte une attention particulière aux dispositions prises en faveur de la protection de l'environnement.

L'ANCT encourage les bonnes pratiques environnementales dans l'exécution du marché avec tous les partenaires de services.

Le titulaire doit s'attacher à favoriser dans la mesure du possible la limitation des émissions de gaz à effet de serre (transports, approvisionnements, titulaires et consommation d'énergie).

Le titulaire évite le gaspillage des ressources, réalise le tri et procède à la réutilisation quand cela est possible des matières et ressources utilisées pour l'exécution du marché et organise le recyclage des papiers, des supports imprimés, des matériels informatiques et/ou produits créés au cours de l'exécution du marché.

ARTICLE 7 – MODALITES DE VERIFICATION ET DE RECEPTION

Conformément aux articles 26 et 27 du CCAG PI, les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées par l'ANCT.

En cas de non-conformité des prestations, le pouvoir adjudicateur peut prononcer l'ajournement des prestations, prescrire un nouveau délai au titulaire pour remplacer les prestations défectueuses et les présenter de nouveau à l'ANCT. Par dérogation à l'article 27 du CCAG PI, en cas d'ajournement, le titulaire dispose d'un délai de 4 jours ouvrés maximum à compter de la notification de la décision d'ajournement pour faire connaître son acceptation sur le délai fixé par le pouvoir adjudicateur.

La décision de service fait par l'ANCT vaut réception des prestations et ouvre droit au paiement des prestations au profit du titulaire.

ARTICLE 7 – BONS DE COMMANDE

7.1 Bons de commande sur prix BPU

Les bons de commande s'effectuent au fur et à mesure des besoins. Le titulaire est informé du besoin par l'ANCT par tout moyen de communication notamment par envoi électronique (courriel), fax ou appel téléphonique confirmé par un courriel. Cette demande initiale est suivie d'un bon de commande.

Les bons de commande mentionnent :

- L'identification du titulaire ;
- Le numéro EJ du bon de commande et l'intitulé de l'accord-cadre;
- Les caractéristiques techniques de l'évènement ;
- Les conditions et délais d'exécution de la prestation ;
- Les quantités à livrer et la répartition entre les différents lieux de livraison (le cas échéant) ;
- Les prestations et les U.O commandées ;
- Le montant hors TVA ;

- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total TVA incluse (montant TTC)

Les bons de commande peuvent être conclus pendant toute la durée de l'accord-cadre jusqu'au dernier jour. La durée d'exécution du bon de commande ne peut excéder trois (3) mois la fin du présent accord-cadre.

S'il s'avère nécessaire d'apporter des modifications sur un bon de commande avant son exécution, celles-ci interviennent par écrit (courriel, fax, courrier) dans un délai raisonnable. Dans ce cas, un nouveau chiffrage est établi pour tenir compte de la demande nouvelle du pouvoir adjudicateur et un bon de commande rectificatif adressé au titulaire.

L'annulation d'un bon de commande par le Pouvoir adjudicateur ne donne lieu à aucune indemnité, dès lors qu'il n'a eu aucun commencement d'exécution. Dans le cas contraire, le titulaire est indemnisé, sur présentation de justificatifs, des dépenses utiles qu'il a engagées pour l'exécution du bon de commande, à l'exclusion de toute autre indemnité.

Le délai d'exécution d'un bon de commande commence à courir à compter de la date de début de la prestation qui est précisée dans le bon de commande.

7.2 Bons de commande hors prix BPU

Certaines prestations, bien que faisant partie de l'accord-cadre, mais dont l'exécution peut relever d'autres titulaires, ne peuvent être chiffrées dans le BPU. Pour ces prestations, l'ANCT peut demander au titulaire du présent accord-cadre la réalisation de prestations facturées sur la base de prix établis sur devis. Le titulaire s'engage à proposer à l'ANCT le meilleur rapport qualité/prix en mettant en concurrence, soit ses propres fournisseurs, soit les fournisseurs proposés par l'ANCT.

Pour ces prestations, et avant tout établissement d'un bon de commande, le service de la communication formule une demande de devis et un projet de planning.

L'ANCT se réserve le droit de ne pas donner suite à la proposition chiffrée sur devis et de ce fait ne pas établir de bon de commande. Dans ce cas, la proposition de devis est incluse dans le prix de l'accord-cadre et ne peut être facturée par le titulaire, de même que les éventuels déplacements que cette proposition aurait entraînée.

ARTICLE 8 – PRIX, AVANCE ET REVISION DES PRIX

Si le titulaire bénéficie d'une franchise de TVA, les factures devront obligatoirement comporter la mention « TVA non applicable, *et indiquer l'article du Code Général des Impôts concernés* ».

Les prix sont conclus à prix unitaire et complet en euros H.T et TTC comme indiqués dans le BPU. Les prix sont révisibles. Les prix incluent la réalisation de l'ensemble des prestations commandées et tous les frais et charges du titulaire afférents à l'exécution de celles-ci notamment :

- Frais de coursier,
- Frais de communication téléphonique et de secrétariat
- Frais de réunions

8.3 Avance

Conformément aux articles R.2191-3 et suivants, le Pouvoir adjudicateur accorde une avance au titulaire lorsque le montant initial du bon de commande est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Le montant de l'avance est fixé 25% des bons de commandes.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande ne comportant pas de minimum fixé en valeur.

8.4 Révision des Prix

Les prix sont fermes la première année du marché.

En cas de reconduction de l'accord-cadre, les prix de l'accord-cadre sont réputés établis aux conditions économiques du mois de l'année de remise des offres. Ce mois est appelé mois zéro (M0).

Ils sont révisibles annuellement à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, au moyen de la formule suivante :

$$P_{n+1} = 15\% (P_n) + 85\% (P_n)(S_{n+1}/S_n)$$

Où

- P_{n+1} = prix révisé
- P_n = prix initial
- S_{n+1} = indice Syntec publié à la date anniversaire de la notification dans la rubrique indices et cotation de « INSEE »
- S_n = indice Syntec du mois de l'année de remise des offres

L'indice SYNTEC de référence est disponible sur le site Internet de l'INSEE (<https://www.insee.fr/fr/accueil>).

Le coefficient de révision est arrêté à 2 chiffres après la virgule.

Le tableau de la révision des prix est établi par le titulaire, et doit parvenir au service Communication de l'ANCT dans les 3 mois suivants le mois de la reconduction. Le tableau doit comprendre l'ancien prix, le prix révisé ainsi que le calcul de la révision. La révision des prix ne pourra être portée sur les factures qu'après la validation de ce tableau par l'ANCT.

ARTICLE 9 – MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENTS

9.1 Modalités de facturation

Les factures afférentes au paiement sont établies en un original et portent les mentions suivantes :

- La désignation des parties contractantes (nom et adresse)
- Le numéro du bon de commande et l'intitulé du marché,
- La date et la référence de la facture,
- Les prestations facturées avec leur montant,
- Le montant total H.T,
- Le montant total T.T.C,
- Le taux de TVA et le montant de la TVA,

- Le numéro de compte bancaire, conforme au RIB produit par le titulaire

Les factures devront être impérativement déposées sur le portail CHORUS PRO que l'Etat met à disposition de ses fournisseurs, accessible à partir du lien Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) avec les codes suivants :

- | |
|-----------------------------------------------------------|
| - Identifiant « service » de l'ANCT : 13002603200016 |
| - le code service « SFACT » (service facturier de l'ANCT) |

Ce portail permet au titulaire de réduire les coûts et les délais de traitement, de sécuriser les échanges et d'œuvrer pour le développement durable. Ce service est entièrement gratuit.

Pour mémoire, l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 impose une obligation de facturation électronique pour les émetteurs de factures à compter du :

-1er janvier 2020 : pour les microentreprises.

Les factures ne devront être transmises qu'après validation des prestations par l'ANCT. Aucun paiement ne pourra s'effectuer si les livrables ne sont pas conformes et les factures seront rejetées par le service facturier et renvoyées au fournisseur.

Le mode de paiement est effectué exclusivement par virement sur le compte bancaire ou postal correspondant au RIB ou RIP fourni par le titulaire.

9.2 Intérêts moratoires

Les retards de paiement éventuels ne constituent pas une cause licite de suspension des obligations du titulaire. Tout refus d'exécution des prestations pour ce motif est susceptible d'entraîner la résiliation unilatérale, et sans indemnité, de l'accord cadre ou du marché par la personne publique aux torts exclusifs du titulaire.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Le délai global de paiement des factures ne peut excéder 30 jours.

En cas de retard de paiement, en application du décret 2013-269 du 29 mars 2013, le créancier a droit, sans qu'il ait en faire la demande, au versement d'intérêts moratoires dont le taux est celui du taux de refinancement de la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de huit points et à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 €.

9.3 Modalités de paiement des bons de commande

Le mode de paiement est le virement effectué sur le compte bancaire ou postal correspondant au RIB/RIP. IBAN fourni par le titulaire.

9.3.1 Paiement des bons de commande établis sur devis

Le paiement des sommes dues au titulaire est effectué après la vérification des prestations par le service Communication. Le service fait inscrit dans le procès-verbal de réception vaut acceptation des prestations, le paiement du montant total du bon de commande peut faire l'objet d'un paiement fractionné à la demande du titulaire.

9.3.2 Paiement des bons de commande sur BPU

Le paiement des bons de commande se fait après vérification du service fait. Le service fait vaut réception des livrables et entraîne l'envoi et le paiement de la facture.

9.4 Nantissement ou cession de créances

Le présent marché peut être nanti ou cédé dans les conditions définies aux articles R.2191-45 et suivants du code de la commande publique.

9.5 Sous-traitance

En cas de sous-traitance, il est fait application des articles L.2193-1 et suivants du code de la commande publique.

Le titulaire doit présenter son sous-traitant à l'ANCT et attendre l'acceptation de celui-ci ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement, pour commencer l'exécution de la prestation.

Le titulaire demeure seul responsable des prestations vis-à-vis de l'ANCT

Les factures du sous-traitant sont validées par le titulaire du marché, ce dernier valide également le numéro du bon de commande concerné.

En cas de dématérialisation, les échanges se font par messagerie électronique

ARTICLE 10 – ASSURANCE

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause au pouvoir adjudicateur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier être titulaire d'une police d'assurances. Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer: à son personnel, aux agents du pouvoir adjudicateur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite au pouvoir adjudicateur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance. Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

ARTICLE 11 – CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE

Le titulaire du marché est tenu de notifier sans délai et par écrit à l'ANCT ou via le <https://www.e-attestations.fr>, toutes modifications ayant une incidence sur le statut de la société survenant en cours d'exécution du marché et qui se rapportent notamment :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination
- à l'adresse de l'entreprise,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité et généralement tout changement ayant une incidence sur le fonctionnement ou le statut de la société

Le titulaire est aussi tenu de communiquer, sans délai et par écrit à l'ANCT, les changements d'intitulé du compte bancaire ou postal sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

S'il néglige de se conformer à ces dispositions, le titulaire est informé que l'ANCT ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement ou tout autre document fourni par le titulaire, du fait des modifications intervenues au sein de la société et dont l'ANCT n'aurait pas eu connaissance.

❖ **E-Attestations : dépôt obligatoire**

Conformément aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail, le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'ANCT, à l'adresse <https://www.e-attestations.fr>

Le dépôt des pièces sur la plateforme e-attestation par le titulaire et ses sous-traitants est obligatoire.

ARTICLE 12 – OBLIGATION DE RESULTAT, QUALITE DE SERVICE, ENGAGEMENT DES PARTIES

12.1 Obligation de résultat et qualité de service

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations qui lui sont attribuées conformément aux meilleurs usages de la profession et à fournir les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés.

Le titulaire a une obligation de résultat. Le titulaire doit respecter les règles de l'art de la profession, les délais, les prix et la qualité de service requise.

12.2 Engagement du Pouvoir adjudicateur

Le Pouvoir adjudicateur s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution. Le Pouvoir adjudicateur s'engage à fournir au titulaire, à titre strictement confidentiel, toutes les informations en sa possession de nature à lui permettre la meilleure connaissance possible de ses besoins dans le cadre du présent accord-cadre. D'une manière générale, le Pouvoir adjudicateur s'engage à mettre à la disposition du titulaire, tous documents et informations nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

12.3 Obligation de conseil et de mise en garde

Le titulaire informe régulièrement l'ANCT de l'avancement de la réalisation des prestations.

Le titulaire est tenu, à l'égard de l'ANCT, d'une obligation de conseil, d'information et de mise en garde, quelles que soient les compétences ou les connaissances du Pouvoir adjudicateur. Cette obligation doit s'entendre comme une obligation de moyens renforcée eu égard à l'objet même des prestations commandées. Les conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions du titulaire doivent s'entendre au titre de sa qualité de professionnel dans le domaine des prestations, mais aussi de sa très bonne connaissance tant du contexte que de l'activité du Pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 13 – PENALITES

13.1 Pénalités de retard

Lorsque les délais contractuels prévus ne sont pas respectés par le titulaire et que ces retards ne relèvent pas du fait de l'ANCT ou de cas de force majeure, les pénalités appliquées sont de 100 € par jour de retard.

Cependant, le titulaire peut faire une demande de prolongation du délai d'exécution. Il doit faire parvenir sa demande motivée à l'ANCT par écrit en indiquant le délai demandé. L'acceptation éventuelle de la prolongation lui sera alors notifiée par écrit ou courriel.

13.2 Pénalités de mauvaise exécution

Conformément à l'article 27 du CCAG-PI, si après demande dûment motivée de l'ANCT, la qualité d'une prestation reste insatisfaisante car ne répondant pas aux attentes du pouvoir adjudicateur telles que définies dans les documents contractuels et dans les relevés de décisions issus des réunions entre l'ANCT et le titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de prononcer une réfaction du prix selon l'étendue des imperfections constatées, le titulaire peut présenter ses observations.

13.3 Pénalités pour travail dissimulé

Conformément à l'article L.8222.6 du code du travail, des pénalités peuvent être infligées au titulaire du marché s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail concernant le travail dissimulé.

ARTICLE 14 – DEVOIR DE DISCRETION ET DE CONFIDENTIALITE

Le Pouvoir adjudicateur et le titulaire s'engagent à veiller au respect de la confidentialité des informations et documents, de quelque nature qu'ils soient et quels que soient leurs supports, qui leur auront été communiqués ou dont elles auront eu connaissance lors de l'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Tout support comportant des informations confidentielles doit être restitué à la personne publique à la fin du présent accord-cadre.

La présente obligation de confidentialité restera en vigueur pour une durée de deux (2) années après l'expiration du présent accord-cadre pour quelque cause que ce soit.

Le titulaire s'engage à ne pas dupliquer, ni copier, ni reproduire de quelque manière que ce soit les documents qui contiennent des informations confidentielles sans l'accord préalable et écrit du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est relevé de ces engagements vis-à-vis de toute information confidentielle :

- lorsqu'elle est entrée dans le domaine public en l'absence de toute faute qui lui imputable ;
- dont la divulgation a un tiers a été autorisée par le Pouvoir adjudicateur, par un écrit adressé spécifiquement au titulaire ;
- que la loi ou la réglementation fait obligation au titulaire de communiquer.

ARTICLE 15 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le titulaire peut avoir accès à des données à caractère personnel pour l'exécution des prestations ou lorsqu'il met en œuvre un traitement sur des données à caractère personnel

pour le compte du Pouvoir adjudicateur. Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Le titulaire se conforme aux règles et principes du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 notamment en ses articles 44 et suivants.

ARTICLE 16 - UTILISATION DES RESULTATS

L'Agence de nationale de la cohésion des territoires souhaite que les livrables du présent accord-cadre lui permettent de pouvoir librement de façon autonome, partout dans le monde :

- Les utiliser sans restriction ;
- Les modifier et les adapter ;
- Les diffuser.

La cession des droits sur les résultats est donc soumise à l'option B du CCAG-PI.

16.1 Régime des droits de propriété intellectuelle portant sur les résultats

- Régime général des droits de propriété intellectuelle portant sur les Résultats

Le présent marché fait application de l'option B du CCAG-PI (article B 25).

Par dérogation à l'article B 25.1.1, la cession intervient de plein droit et automatiquement, au fur et à mesure de la réalisation des Résultats et n'est aucunement liée à la réception des livrables.

La cession prévue par l'article B.25 du CCAG-PI est complétée comme suit :

Durée de la cession : La cession est consentie pour toute la durée légale des droits d'auteur telle que définie par la législation française ou les textes internationaux actuels et futurs, y compris les prolongations éventuelles qui pourraient être apportées à cette durée.

- Territoire de la cession : La cession est consentie pour le monde entier.

- Précisions sur les droits cédés :

- Le droit de reproduire les Résultats pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau ;
- Le droit de représenter et de communiquer au public en tout ou partie les Résultats, directement ou indirectement, par tout moyen ou réseau de communication connu ou inconnu, sous toute forme ;
- Le droit d'adapter, entendu comme le droit de modifier, incorporer, transcrire tout ou partie des Résultats, d'en réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de le traduire en toute langue, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir.

- Finalités d'utilisation des Résultats :

Les droits objets de la cession doivent permettre à l'acheteur d'utiliser et de diffuser, sans restriction, les Résultats et notamment :

- Pour mettre à disposition d'autres entités publiques les Résultats ;
- Pour réaliser ou faire réaliser par tout tiers la mise en œuvre des Résultats ;
- Pour des publications dans des magazines, revues internes, régionales, nationales ou internationales, brochures, dépliants, plaquettes, revues spécialisées ou généralistes, dossiers de presse, communiqués de presse, chaînes de télévision internes, régionales, nationales ou internationales, réseaux internes, intranet et Internet, sur les sites de l'acheteur, tous sites d'information ou tous sites en lien avec les missions de service public de l'acheteur.

Plus généralement, l'acheteur peut transmettre tous les droits dont il dispose sur les Résultats à tous tiers dans le cadre, notamment, de licences, cessions ou apports de toute nature pour toute utilisation à caractère non commercial.

16.2 Régime des droits de propriété intellectuelle portant sur les connaissances antérieures

- Régime des Connaissances antérieures du Titulaire ou de tiers

Par dérogation à l'article 24 du CCAG-PI, le Titulaire s'engage expressément à n'utiliser que des Connaissances antérieures dont le régime juridique est compatible avec celui des Résultats et qui permettent l'utilisation des livrables dans les conditions prévues au présent CCP.

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'ANCT un rapport constitué de la liste complète des Connaissances antérieures dès son offre ou, en toute hypothèse, au fur et à mesure de l'exécution de l'accord cadre, avant toute intégration d'une Connaissance antérieure.

Cette liste précise pour chaque Connaissance antérieure, le nom du ou des auteurs, la source (site Internet par exemple) et le régime juridique.

Par dérogation à l'article 23-6 du CCAG-PI, les éléments non listés comme Connaissances antérieures, préalablement à leur utilisation, suivront le régime des Résultats.

Le Titulaire est seul responsable de l'analyse et du respect du régime juridique des Connaissances antérieures.

En toute hypothèse, le Titulaire peut utiliser ses propres Connaissances antérieures à d'autres fins que celles liées à l'exécution du présent marché.

Les dispositions sur les Connaissances antérieures du Titulaire et/ou de tiers s'appliquent pendant la durée du marché ainsi qu'à son expiration ou sa résiliation anticipée.

- Régime des Connaissances antérieures de l'ANCT

Les Connaissances antérieures de l'ANCT désignent tous les éléments fournis par l'ANCT dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Les Connaissances antérieures que l'ANCT met à disposition du Titulaire lors de la passation du marché

Les Connaissances antérieures de l'ANCT sont des Informations confidentielles au sens de l'Article du présent CCP et ne peuvent être utilisées par le Titulaire que dans le cadre de l'exécution du présent marché tant pendant la durée de l'accord cadre qu'à son échéance.

16.3 Prix de la cession des droits

Le prix de la cession des droits de propriété intellectuelle est compris dans le prix du présent accord-cadre

16.4 Exercice des droits

Pour permettre à l'acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés au titre du présent accord cadre, le titulaire lui livre au fur et à mesure de l'exécution des prestations, les livrables sous format numérique (support magnétique, optique ou supports de stockage électronique).

16.5 Garantie des droits

Il est fait application de l'article B 25.3 du CCAG PI.

ARTICLE 17 – FORCE MAJEURE, RESILIATION ET REGLEMENT DES LITIGES

Le présent marché est régi par le droit français.

17.1 Force majeure

En cas de force majeure, les parties ne peuvent être tenues pour responsables de l'inexécution des obligations qui leur incombent en vertu du présent accord-cadre, et aucune pénalité astreinte ou indemnisation quelconque ne sera due.

En cas d'évènement ayant le caractère de force majeure, il appartient à la partie empêchée d'exécuter les obligations contractuelles suivantes, sous peine de ne pouvoir s'en prévaloir, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la survenance de l'évènement :

- De notifier à l'autre partie par tout moyen de communication permettant de certifier une date de réception, de la survenance de l'évènement en justifiant son caractère de force majeure ;
- D'en indiquer la durée prévisible ;
- D'en informer l'autre partie des dispositions prises ou qu'elle compte prendre

L'exécution de l'accord-cadre est alors suspendue pendant la durée dudit cas de force majeure et reprend ensuite son cours.

Si, du fait de l'évènement ayant le caractère de force majeure, la partie concernée est empêchée d'exécuter ses obligations pendant une durée supérieure à deux (2) semaines, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le bon de commande. Cette stipulation est exclusive de l'attribution de tout dommage et intérêt de la part du Pouvoir adjudicateur au titulaire.

De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure, ceux habituellement qualifiés de tels par la jurisprudence des cours et tribunaux français et communautaires.

17.2 Résiliation

L'accord-cadre pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre VII du C.C.A.G/PI.

17.3 Règlement des litiges

En aucun cas, les contestations survenant entre le Pouvoir adjudicateur et le titulaire ne peuvent être invoquées par le titulaire comme cause d'arrêt, définitif ou momentané, des prestations prévues dans l'accord-cadre.

Les tribunaux français sont seuls compétents. Tout litige éventuel issu de l'application du présent accord-cadre est soumis, à défaut d'accord amiable, à l'appréciation du tribunal administratif territorialement compétent.

Tout différend pourra être porté devant le comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics conformément chapitre VII « règlement alternatif des différends » du code de la commande publique.

ARTICLE 18 – DEROGATIONS AU CCAG-PI

Dérogation du CCP :

L'Article 16.1.1 du CCP déroge à l'article B 25.1.1. du CCAG-PI relatif aux résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique.

L'Article 16.1.3 du CCP déroge à l'article 24 du CCAG-PI relatif au régime des connaissances antérieures.

L'Article 16.1.3 du CCP déroge à l'article 23.6 du CCAG-PI relatif aux connaissances antérieures.

L'Article 13 du CCP déroge à l'article 14.2 du CCAG-PI relatif aux pénalités.

L'Article 10 du CCP déroge à l'article 9 du CCAG relatif aux assurances.

Toutes les dispositions du CCAG-PI non contredites par les dispositions du présent CCP sont applicables au présent accord-cadre.

L'article 7 « constatation de l'exécution des prestations » déroge pour partie à l'article 27 du CCAG/ PI